La formation du discours militariste sous le directoire

The formation of a militarist discourse under the Directory

Wolfgang Kruse

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/11647>

DOI : 10.4000/ahrf.11647

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2010

Pagination : 77-102

ISBN : 978-2-200-92632-8

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Wolfgang Kruse, « La formation du discours militariste sous le directoire », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 360 | avril-juin 2010, mis en ligne le 01 juin 2013, consulté le 24 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/11647> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.11647>

LA FORMATION DU DISCOURS MILITARISTE SOUS LE DIRECTOIRE

Wolfgang KRUSE

Cet article examine la représentation des rapports entre l'armée de la Révolution et la société civile dans le discours politique des militaires et des civils de 1795 à 1799. Il rend compte de la genèse d'un projet de domination de la société civile par les militaires, perçu comme condition préalable de la prise du pouvoir par Bonaparte et comme point de départ du militarisme moderne. Ce projet s'est constitué en trois étapes, caractérisées par un certain discours, qui aboutirent à renverser la conception révolutionnaire d'une armée de civils : l'élaboration d'une opposition fondamentale entre les militaires de la Révolution et une société civile soi-disant dégénérée, l'intense politisation de cette opposition à l'occasion du coup d'État de Fructidor en 1797 et la transformation de ces thèses en un militarisme visant certains objectifs lors de la reprise de la guerre en 1798 et 1799.

Mots-clés : militarisme révolutionnaire, discours politique, Bonaparte, Fructidor an V, Brumaire an VIII.

La peur des militaires ne fut pas seulement une constante sous la Révolution française, mais un stimulant pour le processus révolutionnaire. Les soldats du roi, menace pour l'œuvre de refondation de l'Assemblée nationale, ne furent pas les derniers à être visés par les grandes insurrections de la population parisienne de juillet et d'octobre 1789. Très tôt également, la prise d'autonomie de la garde nationale parisienne, sous le commandement du charismatique général La Fayette, suscita les critiques des forces révolutionnaires à l'égard du « despotisme militaire ». Et lors des débats sur la guerre et la paix, au tournant des années 1791/1792, Robespierre le premier exprima en termes instantanés la crainte d'une domi-

nation contre-révolutionnaire des militaires comme conséquence de la guerre. « C'est pendant la guerre », fit-il valoir au club des Jacobins, « que l'habitude d'une obéissance passive, et l'enthousiasme trop naturel pour les chefs heureux, fait des soldats de la patrie les soldats du monarque et de ses généraux. Dans les temps de troubles et de factions, les chefs des armées deviennent les arbitres du sort de leur pays, et font pencher la balance en faveur du parti qu'ils ont embrassé. Si ce sont des Césars ou des Cromwells, ils s'emparent eux-mêmes de l'autorité »¹.

Ainsi peu s'en faut qu'on interprète la prise du pouvoir par le général Bonaparte les 18 et 19 brumaire an VIII (9/10 novembre 1799) comme la suite des guerres de la Révolution. En fait, pourtant, les choses ne furent pas aussi simples. Le coup d'État militaire de Bonaparte ne reposa pas seulement sur la force des baïonnettes, présumée toujours menaçante en temps de guerre, et il ne convient pas plus de le ranger dans l'histoire de la contre-révolution. Pour pouvoir mettre ainsi en cause les forces armées, il faut tenir compte d'autres conditions préalables, qui se sont manifestées seulement dans le cours des guerres révolutionnaires et ont suscité un militarisme d'un nouveau genre, à la fois révolutionnaire et moderne². De particulière importance en ce sens fut la formation, au cours de la période qui va de 1795 à 1799, d'une représentation de soi par les militaires, qui reconsidéra l'opposition entre les militaires révolutionnaires et la société civile, lui donna un sens politique et, finalement, la transforma en un programme militariste de domination. Ce militarisme s'est conçu lui-même comme l'héritier de la Révolution et a déduit de cette interprétation une prétention à la domination de l'armée sur la société civile, qui semblait se détourner des acquis et des vertus de la Révolution et avoir besoin, en conséquence, d'être régénérée par les militaires révolutionnaires.

Certes, selon Jean Jaurès, la formation des « armées révolutionnaires » en 1793 et 1794, avait déjà marqué « la première apparition du militarisme dans la Révolution française »³. Mais, bien qu'on ait assisté à cette occasion à une sorte de militarisation des débats politiques, le

(1) Discours du 18 décembre 1791, Maximilien ROBESPIERRE, *Œuvres complètes*, 10 vol., Paris, Bureau de la Revue Historique de la Révolution Française, 1910, vol. 8, p. 48 sq.

(2) Voir Wolfgang KRUSE, *Die Erfindung des modernen Militarismus. Krieg, Militär und bürgerliche Gesellschaft im politischen Diskurs der Französischen Revolution 1789-1799*, Munich, Oldenburg, 2003 ; pour l'histoire militaire de la Révolution en général, Jean-Paul BERTAUD, *La Révolution armée. Les soldats-citoyens et la Révolution française*, Paris, Laffont, 1979 ; Alan FORREST, *Napoleon's men. The Soldiers of the French Revolution and Empire*, Londres et New York, Hambledon, 2002 ; id., *The Soldiers of the French Revolution*, Durham et al., Duke University Press, 1990 ; id., *Déserteurs et insoumis sous la Révolution et l'Empire*, Paris, Perrin, 1988.

(3) Jean JAURÈS, *Histoire socialiste de la Révolution française*, 6 vol., Paris, Éd. Sociales, 1983 [1900], vol. 6, p. 317 sq.

concept de « militarisme », qui signifie la domination et l'imprégnation générale de la société par des intérêts, des formes d'organisation, des valeurs et des modèles de comportement spécifiquement militaires⁴, ne semble pas pertinent ici. Car les activistes sans-culottes des « armées révolutionnaires » et leurs dirigeants au sein du ministère de la Guerre, qui les politisaient, se considéraient sans doute plus comme des combattants révolutionnaires que comme des soldats : ils ne se voyaient pas à proprement parler comme des militaires, pas plus qu'ils ne disposaient d'une infrastructure militaire développée ni d'un programme de domination spécifiquement militariste⁵. La formation d'un militarisme pleinement conscient de lui-même et visant à la domination de la politique et de la société civile par l'armée, ne se réalisa, à proprement parler, que dans la seconde moitié des années 1790, quand les armées françaises affirmèrent leur prépondérance hors des frontières, perdirent leur lien, jusque-là étroit, avec une société révolutionnaire qui se transformait rapidement à la même époque et commencèrent à se rendre indépendantes en termes d'organisation et d'idéologie et, finalement, à se politiser de leur côté. Cette évolution, toutefois, ne se produisit pas spontanément, elle fut plutôt le produit d'un discours. Ainsi qu'Albert Vandal l'avait déjà justement souligné dans son étude sur « l'avènement de Bonaparte », on ne peut comprendre réellement ni la Révolution dans sa totalité ni le militarisme qui l'a emporté à la fin, si on ne tient pas compte de « l'extraordinaire empire exercé à cette époque par les mots et les formules »⁶.

Cette étude doit être, par conséquent, comprise comme une analyse de discours politique. Elle conçoit le langage politique comme un champ spécifique dans lequel les relations socio-politiques sont non seulement réfléchies mais surtout sont forgées d'une façon originale dans un processus dynamique. L'analyse vise à dégager le modèle sémantique fondamental dans lequel la relation entre les militaires et la société civile a été transcrite en termes linguistiques, façonnée et traduite en des notions performatives. Elle trouve sa source première dans le discours directement forgé par les militaires qui s'exprime dans les journaux militaires,

(4) Voir l'article « Militarismus », Reinhart KOSELLECK et al., *Geschichtliche Grundbegriffe. Historisches Lexikon zur politisch-sozialen Sprache in Deutschland*, vol. 4, Stuttgart, Klett-Cotta, 1978, p. 1-47.

(5) Voir Richard COBB, *Les armées révolutionnaires, instrument de la Terreur dans les départements, avril 1793- floréal an II*, 2 vol., Paris, Mouton, 1961-1963.

(6) Albert VANDAL, *L'avènement de Bonaparte*, vol. 1 : *La Genèse du Consulat, Brumaire, La Constitution de l'an VIII*, Paris, Plon-Nourrit et C^{ie}, 1903, p. 216 sq. Voir en général Jacques GUILHAUMOU, *La langue politique et la Révolution française. De l'événement à la raison linguistique*, Paris, Klincksieck, 1989.

les adresses et les pétitions des soldats, mais elle tient compte en outre du discours politique des civils, dans la mesure où il reflète ce que furent le rôle et le sens particuliers attribués aux soldats par la Révolution. En partant de cela on élaborera le modèle sémantique central qui fonda le projet militariste de domination de la société civile sans lequel l'arrivée au pouvoir de Bonaparte n'aurait pas été possible. À cet égard il s'agit d'abord de l'émergence d'une conscience de soi propre aux militaires, reposant sur l'opposition entre l'armée comme refuge des valeurs révolutionnaires et une société civile qu'on jugeait dégénérée pour avoir trahi les conquêtes de la Révolution. Suivra une analyse des arguments utilisés dans l'entreprise de politisation des militaires déjà menée par Bonaparte à l'occasion du coup d'État de Fructidor en 1797, au centre desquels on trouve une redéfinition du concept de « soldat citoyen » qui inverse le rapport à la société civile. On prendra enfin en considération les fondements du discours du militarisme doté d'un programme qui visait directement à la domination de la société civile par les militaires et se forma dans la phase finale du Directoire pour constituer une condition essentielle du coup d'État de Brumaire.

L'émergence chez les militaires d'une conscience de soi s'opposant à la société civile

La politique militaire de la Révolution avait visé, à l'origine, à donner un caractère civil aux forces armées, tant il semblait naturel au début de la Révolution « qu'une Constitution libre ne [puisse] exister qu'avec une Armée Citoyenne »⁷. L'objectif fut donc de créer une armée de citoyens, « propre à défendre la France contre l'étranger » mais « sans compromettre jamais sa liberté intérieure »⁸. Alors que s'exacerbait le conflit avec les États européens d'Ancien Régime qui aboutit à la guerre, on transposa à l'étranger l'opposition à l'armée royale qu'exprimait ce projet. Les soldats citoyens de la Révolution furent désormais tenus pour les fers de lance d'une nation prête au combat, qui l'emportaient largement sur les soldats de métier traditionnels, non seulement par leur nombre mais aussi par leur qualité révolutionnaire de « soldats de la liberté ». Et sans tenir compte des mises en garde contre le césarisme des chefs de l'armée, la majorité à la Législative se fia avec Brissot à « l'esprit qui anime nos braves soldats. [...] Sans doute plusieurs officiers trahiront,

(7) Patriote français. Journal libre, impartial et national, 13 décembre 1789.

(8) Alexandre Lameth le 9 février 1790 en tant que porte-parole du comité militaire de l'Assemblée nationale. AP, vol. 11, p. 521.

mais à quoi aboutira leur perfidie ? À les perdre, à en purifier l'armée, à ranimer le civisme de leur corps, s'il avait pu se ralentir »⁹.

Bien des choses montrent que ces appréciations exprimaient avec justesse la conscience révolutionnaire des soldats français dans la première phase de la guerre¹⁰. Ceci vaut spécialement des « volontaires nationaux » engagés en 1791 et 1792, et, en dépit de nombreux conflits avec eux, la vieille armée accomplit aussi sa propre mutation révolutionnaire. On n'eut pas à craindre une seule fois un retournement des « soldats citoyens » contre la Révolution, comme l'illustre leur refus, à l'été 1792 et au printemps 1793, de suivre les généraux La Fayette et Dumouriez qui, dans un but politique, appelaient à marcher sur Paris. Dès lors domina dans le discours révolutionnaire une image du soldat mettant l'accent sur le lien entre les forces armées et la société civile révolutionnaire. « Soldats français », proclama la Convention nationale, en vertu de cela, au printemps 1793, « vous n'êtes que l'avant-garde de la nation, elle est tout entière derrière vous »¹¹.

À vrai dire le volontariat a de plus en plus décliné en regard de la « levée en masse » organisée par l'État. Pourtant la conjonction de la conscience révolutionnaire de beaucoup de soldats, de la propagande politique jacobine au sein des armées et du contrôle politique rigoureux exercé sur les généraux par les commissaires de la Convention a pu assurer la loyauté des soldats également par la suite. Ceci se mit à changer seulement quand les armées, à partir de 1794, non seulement commencèrent à vaincre sur tous les fronts mais, devenues armées d'occupation, entamèrent un processus de séparation d'avec la société civile. Il n'y eut plus guère d'échange avec celle-ci qu'à l'occasion de l'arrivée de nouvelles recrues et, tandis que les soldats, repliés sur leur vie de combattants et soumis à une hiérarchie militaire renforcée, s'accrochaient souvent aux idéaux révolutionnaires, la société française, libérée de la guerre civile et de l'empire de la Terreur, commença à se transformer et à promouvoir à nouveau ses besoins et ses intérêts civils. L'armée et la société civile s'écartaient maintenant l'une de l'autre à un rythme soutenu du point de vue social, culturel et bientôt également politique. Cette évolution s'est reflétée en un discours, forgé par les militaires, qui contribua par la même occasion à dessiner de plus en plus nettement la conscience de soi des

(9) Patriote français, 05/01/1792.

(10) Voir Jean-Paul BERTAUD, Valmy. La démocratie en armes, Paris, Julliard, 1989 ; Samuel F. SCOTT, The Response of the Royal Army to the French Revolution. The Role and Development of the Line Army 1787-1793, Oxford, Clarendon Press, 1978.

(11) AP 61, 5 avril 1793, p. 333.

soldats-citoyens de la Révolution s'élevant contre la société civile bourgeoise elle-même née de la Révolution.

Certes, les premiers journaux militaires, de 1792 à 1794, laissèrent tout au plus présager cette évolution. Comme leurs équipes de rédaction avaient pour mission de produire des communiqués et des rapports militaires et politiques, une conscience politique d'avant-garde des soldats commença à prendre tournure dans cette presse face à la population civile à laquelle ils se sont souvent affrontés lors de leurs interventions à l'extérieur comme à l'intérieur de la France¹². La première image spécifiquement militaire du soldat révolutionnaire apparaît en 1794 dans le journal militaire *La Soirée du camp*, fondé par Carnot pour faire pièce à la propagande révolutionnaire radicale, et dans lequel fut opposé au Père Duchesne, emblème du radicalisme révolutionnaire, le Sergent Va-de-Bon-Cœur comme incarnation du soldat républicain mais apolitique¹³. Cette représentation dépolitisée du soldat était dans une large mesure compatible avec les conceptions des thermidoriens qui voyaient dans les armées des institutions soumises à la République :

« Voyez vos braves frères d'armes vous donner l'exemple de cette obéissance sublime dans leur soumission & leur dévouement. Leur gloire est de reconnaître la voix de leurs chefs, ils bénissent sans cesse les décrets de la Convention nationale ; s'ils souffrent, ils en rejettent le malheur sur les circonstances ; s'ils meurent, leur dernier cri est pour la république »¹⁴.

Mais cette image était fallacieuse. Certes, la Convention put en 1795 recourir à l'armée, à l'intérieur, pour réprimer des tentatives de soulèvements de gauche comme de droite, et le Directoire entreprit de professionnaliser l'armée¹⁵. Mais à terme les armées ne restèrent pas un instrument subordonné, bien au contraire. En fait, ce qui commença à se dessiner, ce ne fut nullement, comme on le souhaitait, la conjonction de la dépolitisation, de l'imposition de la discipline et de la subordination loyale aux autorités civiles de la République mais une prise de distance de plus en plus marquée des militaires à l'égard de la société civile, de ses autorités et de ses institutions.

(12) Voir Marc MARTIN, « Journaux d'armées au temps de la Convention », AHRF, n° 44, p. 567-99.

(13) Voir *La Soirée du Camp*, 1, 20 juillet 1794.

(14) La Convention nationale au peuple français, cité dans *Bulletin des Armées et de la Convention nationale*, 19 vendémiaire an III (10 octobre 1794).

(15) Voir Rafe BLAUFARB, *The French Army 1750-1820*, Manchester et New-York, Manchester University Press, 2002, p. 133-163.

Sur ce point il faut considérer comme un facteur déterminant les oppositions et les conflits qui éclatèrent, après la fin de la Terreur, entre les forces armées et la société civile bourgeoise. Ils se manifestèrent, de manière symbolique, pour la première fois en 1795 à Paris dans les batailles de chants entre soldats et jeunes bourgeois, qui cherchèrent à se couvrir réciproquement la voix avec la Marseillaise et le contre-révolutionnaire Réveil du peuple¹⁶. Alors s'esquissa une politisation des militaires dont le caractère spécifique a été souvent méconnu aussi bien par les contemporains que par les historiens. Ce qui est apparu, à un examen superficiel, avant tout comme un conflit entre Révolution et contre-révolution recouvrait, en réalité, un conflit de plus en plus politique entre l'armée révolutionnaire des « soldats citoyens » d'un côté et la société civile des bourgeois de l'autre.

Mais, au-delà, les causes sociales n'étaient pas moins importantes. Tandis que les soldats, payés irrégulièrement et en papier-monnaie dévalorisé, devaient continuer à mettre en jeu leur vie pour la patrie et pour la République, le désir de jouir de la vie l'emportait dans le pays libéré de la Terreur. Au front la pénurie régnait, alors qu'en France les profiteurs de la Révolution célébraient une vie de luxe et de gaspillage. Les combattants de retour dans leurs foyers étaient confrontés, au même moment, à une société qui non seulement les privait des indemnités promises sur les biens nationaux mais semblait se moquer de leurs infirmités comme de leurs manières d'être. Ces conflits se firent jour en 1796 dans un grand nombre de lettres de protestation de soldats aux nouvelles autorités de l'État, que Jean-Paul Bertaud a qualifiées de « documents qui disent le désespoir »¹⁷. « Vous voulez que le soldat fasse tout pour vous », y lit-on, « qu'il abandonne son père, sa mère, sa femme et ses enfants pour vous défendre et vous protéger et quand vous êtes élevés aux faites des grandeurs vous l'oubliez, quand vous vous faites payer en myriagrammes, vous ne lui donnez pour paiement qu'un chétif morceau de papier avec lequel il est rebouté partout et pour lequel il ne trouverait pas un verre d'eau ». Les riches bourgeois sont « tous les jours les piliers des cafés, des bordels et de la comédie tandis que moi malheureux soldat je manœuvre tous les jours et tous les jours on m'apprend à défendre ma patrie et ma liberté ».

Dans ces protestations, l'opposition entre l'armée et la société civile priten même temps un contenu idéologique, ainsi quand les soldats oppo-

(16) Voir François-Alphonse AULARD, Paris pendant la réaction thermidorienne et sous le Directoire. Recueil de documents pour l'histoire de l'esprit public à Paris, 5 vol., Paris, Cerf, 1898, vol. 2, p. 279.

(17) Jean-Paul BERTAUD, Révolution armée, op. cit., p. 309; pour les citations suivantes, ibid., p. 310-312.

saient, avec insistance, leur vertueux engagement révolutionnaire et républicain à l'amour égoïste du gain propre aux bourgeois. « Les respectables fondateurs de la République », ainsi se définissaient-ils sans modestie, « sont réduits au plus affreux désespoir, on ne chérit que ceux qui, par un luxe scandaleux, insultent à la misère publique ». Au contraire, les usuriers et les spéculateurs, « qui méprisent ouvertement tout ce qui porte l'empreinte de la République », trouvaient encore l'appui des hommes politiques, « qui ont trop de mollesse pour montrer le noble caractère du républicain ». Les revendications et les menaces voilées des soldats contre la société civile et le monde politique ne manquaient pas non plus. « Avoir tant vaincu et manquer de tout ! [...] L'armée est aigrie, démoralisée même ; qu'on la rattache à la Patrie. Ce n'est pas assez des louanges, il faut des bienfaits, que la Révolution n'était pas toute pour des oisifs intrigants, qu'une part en soit aux défenseurs de la Patrie et à leurs familles indigentes, la justice réclame impérieusement cette mesure », disait-on, en donnant un avertissement : « L'injustice à la fin produit l'indépendance ».

Les soldats attachaient une particulière importance à l'appel sous les drapeaux des jeunes bourgeois qui, pour eux, incarnaient l'éloignement des civils des idéaux de la Révolution et le dédain pour leur sacrifice. Le véritable objectif n'était pas seulement d'augmenter les effectifs des troupes et de permettre le retour des soldats qui avaient longtemps servi. Il était plutôt de faire l'éducation militaire de ces jeunes gens et de briser avec détermination leur résistance de civils à l'enrégimentement. « Nous voyons avec indignation », disait-on dans une pétition au Directoire, « qu'au mépris de la loi qui ordonne aux jeunes gens de la première réquisition de rejoindre à l'instant les drapeaux de la république, une jeunesse effrénée et liberticide brave l'autorité et refuse d'obéir, reste dans les villes, où elle semble insulter à la bravoure des défenseurs de la patrie, dont les corps mutilés attestent le civisme et l'honneur. En vain notre sang a coulé à Jemappes, dans les plaines de Fleurus, le long des rives du Rhin ; en vain les rois coalisés voient leurs troupes mercenaires abattues, défaites, si les lois de la République sont sans force et sans vigueur ». Avec cette arrière-pensée, les soldats se croyaient manifestement autorisés à imposer leurs prétentions au Directoire et à formuler des menaces explicites :

« Nous vous demandons au nom de nos blessures, au nom de la Patrie, d'employer toute l'autorité qui est entre vos mains, pour forcer cette jeunesse insolente de se ranger sous les drapeaux de la gloire. N'attendez pas que notre indignation, à son comble, nous porte à essayer nos bras vigoureux et accoutumés à vaincre, sur cette jeunesse insolente qui nous brave. Tremblez, héros des toilettes et des boudoirs ; il ne vous reste qu'un parti

à prendre, celui de l'honneur : ou si, méprisant l'autorité légitime, vous fuyez les camps qui vous appellent, nous imprimerons sur vos fronts la tâche infâmante que votre lâcheté mérite »¹⁸.

De même l'agitation des royalistes comme des babouvistes, qui cherchaient à capter cette insatisfaction¹⁹, contribua à aggraver la confrontation entre les soldats et la société civile. Mais beaucoup plus décisive que toutes ces tentatives d'instrumentalisation politique de droite comme de gauche fut l'élaboration, sous la forme d'un discours, d'une image de soi propre aux militaires, qui réussit à cristalliser le mécontentement des soldats contre la société civile. À cet égard, le nouveau lancement par Carnot de l'organe militaire le *Journal des défenseurs de la Patrie* constitua un premier pas essentiel. À partir d'avril 1796, il fut diffusé dans les armées avec des tirages élevés pour faire contrepoids à la propagande de l'opposition de gauche et de droite. Au lieu d'une propagande politique on y trouvait d'abord une information répondant aux préoccupations des soldats. Mais presque naturellement il s'y joignit la tendance toujours plus marquée à opposer l'armée à la société civile, en insistant sur le dédain de la société pour les soldats. « Ô infâmie ! », ainsi s'exprimait le point de vue des militaires sur la société civile, « dans le sein de cette patrie environnée de tant de gloire, il est des cœurs glacés, insensibles à ses succès, à son bonheur. L'égoïsme anéantit les passions les plus généreuses. Les âmes du malheur, les cris de l'innocence et de la faiblesse, l'aspect d'un guerrier couvert de blessures, ne touchent plus. Quelques hommes, que leurs passions égarent, veulent avoir de l'or, et rien que de l'or. L'honneur, l'amitié, les sentiments les plus nobles sont foulés aux pieds ; ils se séparent volontairement d'une cause à laquelle tous les êtres pensants de l'Europe brûlent de s'associer. Nos neveux croient-ils qu'il y a eu des Français capables d'une telle lâcheté »²⁰ ? Par opposition aux civils, « habitués des boudoirs et des spectacles », l'armée désormais présentée comme le seul refuge des vertus révolutionnaires, était résolue à ne pas se laisser arracher les fruits de la guerre par les « lâches corrupteurs de la morale publique ». L'avenir s'énonçait ainsi : « mais au milieu des camps, où l'amour de la patrie a su conserver sa pureté, les soldats de la

(18) Adresse d'un grand nombre de défenseurs de la patrie, en cantonnement à Paris, au Directoire exécutif, cité dans *Journal militaire*. Contenant tout ce qui est relatif à la composition et à l'administration de la Force publique ; et enfin tout ce qui concerne les militaires, 30 nivôse an IV (20 janvier 1796), vol. 12, p. 339 sq.

(19) Voir *Le Postillon des Armées*, et *Bulletin général de la France et de l'Europe*, 18 messidor an III (6 juillet 1795) ; Adresse à l'Armée, dans *Tribun du Peuple*, 41, p. 261-281.

(20) *Journal des Défenseurs de la Patrie*, 50, 24 prairial an IV (12 juin 1796), p. 378-380 ; pour les citations suivantes, *ibid.*, 2 floréal an IV (21 avril 1796) ; 12 nivôse an V (1^{er} janvier 1797).

liberté, étrangers à toutes les factions, ne désirent d'autre paix que celle qu'ils ont négociée par leurs victoires ».

La politisation des soldats-citoyens et le coup d'État de Fructidor (1797)

La conscience de soi des militaires, qui avait émergé en opposition à la société civile, contenait déjà sans doute, à l'état latent, une tendance à la politisation des soldats qui pouvait laisser se former un sentiment d'indépendance et une forme de militarisme. Mais leur transformation en discours comme leur traduction politique n'eurent lieu que sous l'influence déterminante du général Bonaparte qui, à partir de 1796, en raison de ses succès militaires en Italie, non seulement fut promu héros de la Révolution mais conçut bientôt des projets politiques qui la dépassaient. Dans les territoires conquis en Italie en 1796 et 1797, Bonaparte agit, dès le début, non seulement en militaire mais en dirigeant politique, en exploitant le pays à son propre profit, en créant de nouveaux États et en leur imposant des constitutions sur le modèle français²¹. En même temps il prit en main les négociations de paix avec l'Autriche. Et plus tard quand la propagande pacifiste des forces royalistes, victorieuses aux élections législatives du printemps 1797, semblait mettre en danger la politique italienne, le général exerça sans ambages un droit de regard sur la politique menée à Paris.

À ce moment, la majorité nettement républicaine du Directoire et les assemblées inclinant sur la droite s'affrontaient avec brutalité. Sous la conduite de Barras, les directeurs cherchèrent avec succès à s'assurer l'appui de l'armée²². Mais le discours politique montra clairement, au même moment, que les soldats n'étaient pas du tout disposés à se comporter en instruments, mais commençaient à forger leurs propres prétentions à l'exercice du pouvoir politique. Bonaparte et l'armée d'Italie furent au centre de cette évolution. L'engagement politique de Bonaparte fut non seulement marqué par la conscience aiguë du rôle des moyens politiques et militaires pour le pouvoir, mais aussi de l'importance accrue de la publicité, de la symbolique et du langage politiques, aussi bien à l'égard de l'opinion publique française que des soldats, qu'il sut attacher à sa personne²³. En 1797 le général ne finança pas moins de trois journaux à son

(21) Voir Denis WORONOFF, *La République bourgeoise de Thermidor à Brumaire, 1794-1799*, Paris, Éditions du Seuil, 1972, p. 76-107 ; en outre les diverses biographies de Napoléon, dernièrement Johannes WILLMS, *Napoleon. Eine Biographie*, Munich, Pantheon, 2007, p. 123-158.

(22) Voir Albert MEYNIER, *Les coups d'état du Directoire*, 3 vol., Paris, PUF, 1927, vol. 1 : *Le dix-huit Fructidor an V* (4 septembre 1797).

(23) Voir Wayne HANLEY, *The Genesis of Napoleonic Propaganda 1796 to 1799*, New York, Columbia University Press, 2005.

service : au début de l'année, à Paris, le Journal de Bonaparte et des hommes vertueux, puis à partir de l'été le Courrier de l'Armée d'Italie ainsi que La France vue de l'Armée d'Italie, au titre tout à fait significatif. Ici comme dans ses proclamations se manifeste une sensibilité particulière aux procédés rhétoriques du discours et aux formes d'expression symbolique, spécialement dans la répétition constante de l'image du soldat révolutionnaire mais aussi dans le renversement inédit du sens des rapports entre la Révolution, la politique et l'armée. Si la Convention avait envoyé à ses généraux victorieux des drapeaux républicains en signe de gratitude, désormais Bonaparte faisait transmettre au Directoire à Paris, non sans effet sur l'opinion publique, les drapeaux ennemis conquis par ses troupes. Et tandis qu'à l'origine les soldats-citoyens avaient été célébrés comme des combattants issus de la Révolution et représentant la société révolutionnaire, maintenant Bonaparte présentait ses armées comme un pilier de l'ordre nouveau, qui non seulement satisfaisaient à leur propre existence, mais aussi soutenaient la patrie financièrement : « Les contributions mises sur le pays que vous avez conquis », c'est en ces mots qu'il inspirait à ses soldats une conscience de soi spécifiquement militaire, « ont nourri, entretenu, soldé l'armée pendant toute la campagne ; vous avez en outre envoyé trente millions au ministre des Finances pour le soulagement du trésor public »²⁴.

Sur le fond Bonaparte et ses hommes de plume recoururent à la polarisation bien connue avec, d'un côté, l'armée vertueuse et, de l'autre, la société civile dévoyée, en y joignant l'argument politique de la protection de la constitution républicaine. Déjà au printemps 1796, le général Junot, à l'occasion de l'envoi de drapeaux, avait assuré « que l'armée d'Italie qui a repoussé et vaincu, avec tant de courage, les ennemis du dehors, sait respecter les lois, et qu'elle est prête à déployer la même énergie pour comprimer les ennemis de l'intérieur, qui tenteraient d'anéantir le gouvernement républicain et la constitution de 95, que la nation a acceptée, et que l'armée a juré de défendre au prix du reste de son sang »²⁵. Au début de 1797 le général Augereau, également à l'occasion de l'envoi de drapeaux, polémiqua avec détermination contre « ces lâches courtisans qui osent se flatter de nous donner un maître »²⁶. Plus la société civile apparaissait déchuée dans le discours des militaires, plus nettement se manifestaient les ambitions politiques propres à l'armée. « Le tableau,

(24) Adresse du général Bonaparte à l'armée d'Italie, 20 ventôse an V, cité dans La Décade, 16 germinal an V (5 avril 1797), vol. 5/3, p. 127 sq.

(25) Extrait de Journal des Défenseurs de la Patrie, 23, 10 mai 1796, p. 161.

(26) Extrait de Journal de Bonaparte et des hommes vertueux, 11, 12 ventôse an V (2 mars 1797).

que présente aujourd'hui la France victorieuse au dehors et déchirée au dedans, est effrayant aux yeux de l'observateur », disait-on six mois plus tard, pour constater ensuite avec un accent politique :

« Nous n'avons plus de finances, plus de fêtes républicaines, plus de magistrats du peuple, mais des messes, des cérémonies religieuses, des prêtres ; plus de caractère national et d'esprit public, mais un luxe éhonté contrastant avec la plus affreuse misère, et des fêtes au milieu desquelles les satrapes de l'Asie auraient rougi. Toutes les idées de morale et de liberté semblent évacuées ».

Face à une telle représentation de la politique et de la société civile il ne semblait plus rester qu'un espoir :

« Nos frères d'armes, leurs chefs ; illustrés par tant de victoires, par des preuves éclatantes et solennelles de leur attachement à la République, voilà notre dernier appui. La liberté tourne sur eux ses yeux mourants. Une pensée nous soutient encore, la perspective de leur retour, l'espérance qui survit seule à nos malheurs, de nous réunir tous pour sauver la patrie... »²⁷

Le deuxième fondement des prétentions politiques des soldats consistait en une modification de sens du concept de « soldat citoyen ». Les valeurs et les aspirations politiques qu'il contenait avaient été dirigées, à l'origine, contre l'armée permanente de la monarchie, contre sa hiérarchie et son système de fidélités. Elles avaient conduit à la transformation civile de l'armée et, en même temps, avaient enraciné la croyance en la victoire des armées révolutionnaires libres sur les armées soldées d'Ancien Régime. Maintenant elles justifiaient la prétention des soldats à se considérer comme les gardiens de la tradition révolutionnaire et à intervenir de façon active dans la politique.

« Le soldat n'est plus, comme autrefois, un vil automate. Il raisonne, il observe, il est citoyen ; quoiqu'éloigné de sa patrie, ses yeux sont fixés sur elle [...] Ce n'est pas contre leur pays, mais contre les infâmes qui le déchirent, que seraient dirigés les glaives des guerriers français, si les fureurs des royalistes nous condamnaient à la nécessité cruelle de reconquérir par le fer nos droits et nos libertés »²⁸.

On reconnut ainsi comme une prétention légitime et même un devoir des soldats-citoyens révolutionnaires l'intervention militaire, déjà

(27) Le Courrier de l'Armée d'Italie ou le Patriote Français à Milan, Par une société de républicains, 11 août 1797, « Nouvelles de l'Intérieur », p. 49 sq.

(28) Courrier de l'Armée d'Italie, 16/17, 2-4 fructidor an V (19-21 août 1797), p. 69, aussi pour la citation suivante.

prévisible, contre la majorité royaliste aux assemblées. « Ils ont accepté la constitution, ils ont juré de la maintenir », disait-on, pour en déduire « qu'ils doivent renouveler ce serment et se prononcer fortement pour la défendre, au moment où il n'est plus possible à personne de se dissimuler que la constitution est menacée, attaquée, violée, dans le sein du Corps législatif ». Et l'ensemble de ces motifs servit désormais en même temps, dans le discours militaire, à légitimer l'initiative politique prise par le général Bonaparte de faire intervenir les armées dans la politique parisienne :

« Comment la France est-elle passée de cette position rassurante pour ses habitants, imposante pour ses ennemis, à l'état d'agitation, de trouble & de discorde, qui fait gémir les vrais enfants de la patrie & de la liberté... On se répète cette question à l'armée d'Italie, & dans les cantonnements, dans les garnisons, sous la tente ; partout où quatre soldats se trouvent réunis, ils se redisent, pourquoi la paix ne vient-elle pas réaliser nos espérances ? [...] Et qu'on ne s'y trompe pas : ces questions ne peuvent rester sans réponse. [...] Les armées françaises ne sont plus composées comme autrefois d'automates armés, de machines en uniforme, d'hommes sans lumières, sans parents, sans patrie. Le soldat d'aujourd'hui sait penser & sentir. Il marche mais il raisonne, & sa soumission n'est plus comme jadis le résultat de la crainte ou de l'avilissement qui rend rampant & soumis en esclave, mais de la réflexion [...]. Le sentiment d'un légitime orgueil injustement humilié s'unit alors dans l'âme des soldats au sentiment de son amour pour la liberté : il s'anime, il s'exalte, il veut marcher là où il croit trouver les ennemis de l'objet de son culte : on lui refuse l'empire & les droits de la gloire, il songe à exercer les droits & l'empire de la force.

Voilà ce que savait, ou sentait Bonaparte quand il a fait sa proclamation du 14 juillet, quand il a adressé à ses soldats la promesse de marcher à leur tête contre les ennemis de la liberté & de la constitution de l'an III »²⁹.

La célèbre proclamation du 14 juillet 1797 par laquelle Bonaparte a incité les soldats de l'armée d'Italie à une intervention armée dans la politique française a donné en même temps le coup d'envoi à une multitude d'adresses des armées au Directoire, par quoi fut préparée, sur le plan politique, l'intervention de l'armée. De nouveau il eut recours, à cette occasion, au renversement de sens, cette fois-ci exprès, d'une proclamation jacobine du printemps 1794 qui justifiait les prétentions politiques des soldats à l'égard de la politique civile, au nom de la Révolution. Si Collot d'Herbois avait fait l'éloge, au club des Jacobins, des soldats de l'armée d'Italie, « qui ont franchi avec la rapidité de l'aigle les rocs

(29) La France vue de l'Armée d'Italie. Journal de politique, d'administration et de littérature française et étrangère, 1, Sur l'état de la France, p. 3 sq, p. 13.

les plus inaccessibles »³⁰, Bonaparte pour sa part formula des menaces dans une perspective et une direction opposées : « Des montagnes nous séparent de la France ; vous les franchiriez avec la rapidité de l'aigle, s'il le fallait, pour maintenir la Constitution, défendre la Liberté, protéger le Gouvernement et les Républicains »³¹. Et dans une adresse de la division du général Augereau aux soldats en garnison à Paris et pris en compte pour un éventuel coup d'État, on inversa également le sens d'un appel, déjà mentionné, de la Convention en date du 1^{er} avril 1793 à « l'avant-garde militaire de la nation », derrière laquelle se tenait tout le peuple français. « Camarades de l'intérieur », disait-on maintenant, « souvenez-vous que vous n'êtes que l'avant-garde des phalanges de la liberté, et que nous marchons derrière vous, déterminés à vaincre »³².

L'impulsion donnée par Bonaparte reçut l'appui de toute l'armée d'Italie, et plus tard celle des autres armées. Sous l'influence, sans doute, des officiers, mais aussi, semble-t-il, avec l'accord d'une grande partie des hommes de troupe, il y eut une véritable rafale d'adresses par lesquelles les militaires incitaient ouvertement la majorité républicaine du Directoire à un coup d'État soutenu par l'armée contre la majorité modérée des assemblées, de tendance en partie royaliste, et contre la minorité du Directoire qui collaborait avec elle³³. L'arsenal d'arguments, déjà présenté en détail, fondé sur l'opposition entre l'armée cultivant les vertus républicaines et la société civile contre-révolutionnaire et corrompue fut à nouveau de plus en plus mobilisé - ici apparaît sa nouvelle nature - afin de mettre les rapports politiques nettement au centre du débat, en concluant par des menaces ouvertes des soldats à l'encontre des factions royalistes dans le pays.

« Lorsque la paix est venue mettre fin à nos travaux, nous avons dû jeter les yeux sur notre patrie. Quel tableau déchirant elle nous présente ! La Constitution violée, le Gouvernement avili, les émigrés rentrés, les prêtres rebelles aux lois, protégés et honorés, les Républicains propres et vertueux, proscrits & égorgés, le poignard des Royalistes enfin teint du sang des défenseurs de la patrie. Eh quoi ! Pensent-ils ces monstres que huit ans de sacrifices, de combats, & de fatigues ont épuisé notre courage ; croient-ils qu'il ne nous en reste pas assez pour défendre la Constitution que nous avons jurée ? Qu'ils tremblent les conspirateurs ! [...] Les glaives

(30) Extrait de *Postillon des Armées*, 5 prairial an II (24 mai 1794).

(31) Appel de Bonaparte à l'armée d'Italie du 14 juillet 1797, cité entre autres dans *La Décade*, 10 thermidor an V (28 juillet 1797), vol. 5/4, p. 256.

(32) AN, AF III, 111, 525, 6 ; voir aussi ici note 11.

(33) Voir AN, AF III, 111, 524-25, avec quelque soixante adresses de diverses unités de l'armée d'Italie, trois adresses de l'armée de Sambre-et-Meuse et une de l'armée des Alpes. Soixante-cinq suivantes, d'abord après le coup d'État du 18 Fructidor.

qui ont exterminé les armées des rois, sont encore dans les mains des Vainqueurs du Rhin, Sambre et Meuse, & de l'Italie. La route de Paris offre-t-elle plus d'obstacles que celle de Vienne? Non, elle nous sera ouverte »³⁴.

À l'égard du Directoire lui-même, les adresses se caractérisaient par un ton non seulement pressant mais menaçant. « Et toi Gouvernement songe que nous sommes les premiers enfants, que tu n'existes que par nous », disait-on en pleine connaissance de cause, « décide-toi enfin ou à soutenir les Républicains, ou à périr victime de la faiblesse de tes vacillations », ou encore : « Hâtez-vous de prendre des mesures plus efficaces, pour opposer une digue à ce torrent de crimes : [...]; dites un mot, les armées se lèveront, et les bourreaux du peuple auront vécu ». À côté du républicanisme révolutionnaire souvent proclamé on voyait apparaître maintenant de plus en plus clairement, dans les adresses, les aspirations et le point de vue proprement militaires des soldats. Ainsi quand ils préconisaient l'épuration de la société civile par les armées vertueuses et victorieuses. « Tremblez! Scélérats. [...] L'armée d'Italie, pour couronner ses glorieux drapeaux, est prête à repasser les Alpes, la foudre à la main, ils seront tous anéantis, la France sera purgée ». Ou quand le conflit politique était sans détour assimilé à une guerre dans laquelle seuls les soldats pouvaient l'emporter :

« Conspirateurs! Il est donc vrai que vous voulez la guerre. Vous l'aurez, monstres, vous l'aurez; mais doutez-vous un instant du sort qui vous attend? Qu'osez-vous espérer de cette lutte inégale? Vous avez, nous en convenons, l'avantage du nombre; vous êtes rusés, astucieux, perfides; mais vous êtes encore plus lâches, et nous avons pour vous combattre du fer, des vertus, du courage, le souvenir de nos victoires et l'enthousiasme irrésistible de la liberté ».

L'armée de Rhin-et-Moselle, pourtant assez modérée, établit elle-même un peu plus tard, à l'occasion de la célébration du 10 août, dans son adresse au Directoire, un lien très net entre la conscience meurtrie des militaires, leurs hautes prétentions politiques et leurs exigences politiques très étendues, à une époque où, sans doute, elles étaient partagées par de

(34) Adresse au Directoire de la 1^{re} Division de l'armée d'Italie sous le commandement du général Masséna complétée, sur 300 pages, par les signatures des soldats, Padoue, 26 messidor an V (14 juillet 1797). AN, AF III, 11, 525, 50-58. Les citations suivantes proviennent, dans l'ordre, de : Adresse au Directoire du 6^e Bataillon de sapeurs de l'armée d'Italie, *ibid.*, 67; Adresse au Directoire de l'Armée des Alpes, 10 fructidor an V (27 août 1797), AF III, 110; Adresse au Directoire de la 8^{me} Division de l'armée d'Italie sous le commandement du Général Sauret, AF III, 111, 525, 59; Adresse à l'armée de l'Intérieur de la 2^{me} Division de l'armée d'Italie sous le commandement du Général Augereau, *ibid.*, 6; *ibid.*, 110, 509.

nombreux soldats. Après avoir décrit à nouveau les souffrances des soldats et le mépris dont les accablait une société civile égoïste, elle disait :

« Non citoyens Directeurs ! Nous n'avons pas renoncé à l'honneur d'être citoyens français ; nous connaissons ce qui nous est dû d'égards ; la dégradation n'est point faite pour notre caractère. Cependant, le corps législatif lui-même, en discutant, pendant cinq jours, sur un passage de troupes qui devait avoir lieu à douze lieues moins 250 toises de lui, nous a prouvé qu'il ne nous voyait qu'avec effroi, nous disons même avec horreur [...] Sommes-nous donc des étrangers, des ennemis de la liberté publique, pour qu'on nous repousse avec autant de dureté ? Nous l'avons fondée et maintenue cette liberté. Rien au monde ne pourra nous l'arracher. [...] Non, citoyens directeurs, nous ne le souffrirons pas ; il nous faut d'autres gages que des protestations hypocrites ; nous sommes fatigués de vaines promesses ».

L'allusion au passage de troupes concernait les préparatifs d'une première tentative de coup d'État soutenu par l'armée, que le général Hoche devait exécuter sur l'ordre du directeur Barras. Déjà au début de juillet il avait fait marcher sur Paris une troupe forte de 15 000 hommes mais l'agitation royaliste provoquée par la violation de la Constitution que cette décision représentait avait contraint à la démission le général à peine nommé ministre de la Guerre. Aussi quand, peu après, le flot d'adresses des militaires fut connu à Paris et que le Directoire s'en fut servi pour menacer les assemblées, il y eut de vives réactions, surtout au Conseil des Cinq-Cents, qui institua un comité d'enquête. De façon générale, cependant, les événements ne furent pas imputés en première ligne aux militaires eux-mêmes mais perçus comme la conséquence de leur instrumentalisation politique, comme « une faute qui ne doit point être attribuée aux soldats et aux chefs, mais à quelques intrigants »³⁵. Quand un peu plus tard on prit connaissance d'une missive adressée par le général Hoche à son successeur, le ministre de la Guerre Schérer, dans laquelle il le dénonçait comme un conspirateur monarchiste et refusait ouvertement toute collaboration avec lui, un journal parisien mit à juste titre en évidence le nouveau caractère de la conscience de soi des militaires. « Quelle lettre ! », commenta le Conservateur. « Ainsi écrivait Bonaparte aux Italiens vaincus qui entraient de coupables soulèvements. La ressemblance est frappante. Voici cette lettre : elle est dans la révolution un événement nouveau »³⁶.

(35) Vaublanc le 23 thermidor an V (8 octobre 1797) au Conseil des Anciens, extrait de Philippe J. B. BUCHEZ et Pierre C. ROUX, *Histoire parlementaire de la Révolution française depuis 1789 jusqu'à 1815*, 40 vol., Paris, Paulin, 1834-1838, vol. 37, p. 335.

(36) Le Conservateur. *Journal politique, philosophique et littéraire*, 2^e jour complémentaire an V (18 septembre 1797).

Entre-temps Bonaparte s'était effectivement chargé du projet de coup d'État et avait envoyé à Paris son bras droit, le général Augereau, muni des adresses de l'armée d'Italie. Le général fut nommé par la majorité républicaine du Directoire commandant des troupes en garnison. Le 18 Fructidor (4 septembre 1797) les troupes s'ébranlèrent finalement et épurèrent les assemblées, le Directoire et la presse de leurs éléments royalistes qui furent éliminés, condamnés et pour certains déportés. En théorie ce coup d'État contre des représentants légalement élus et des dirigeants de l'État fut exécuté sous l'égide d'hommes politiques civils, qui avaient appelé l'armée à l'aide. Mais il s'agit en fait également, à tout le moins, d'une initiative de l'armée elle-même qui, sous la conduite du général Bonaparte, avait encouragé ouvertement le coup d'État et, à cette occasion, avait manifesté une conscience politique au plus haut point indépendante et dirigée contre le monde politique et la société civile. Mais en même temps les hommes politiques républicains des assemblées épurées se saisirent des lieux-communs fondamentaux du discours des militaires quand ils célébrèrent les acteurs du coup d'État de la façon suivante :

« Ô patrie ! Ô doux et noble sentiment de la liberté, élans généreux de l'honneur, de l'orgueil national, qu'êtes-vous devenus ? Nom tant profanés de justice, de morale, d'humanité, vertus sociales et publiques, où êtes-vous réfugiés ? Elles vivent aux Armées. Cette intrépide avant-garde d'une nation dont des monstres ont juré la perte, fidèle à ses serments, sonne l'alarme ; ses cris sont entendus dans toute la France »³⁷.

Les soldats eux-mêmes étaient conscients de ce qu'ils faisaient et de l'importance politique qu'ils avaient gagnée à cette occasion. « Dans un gouvernement despotique [...] le guerrier n'est qu'un oppresseur de la nation, un esclave qui domine sur d'autres esclaves ». Ainsi le général Jourdan, dans son discours pour la mort du général Hoche, recourut-il de nouveau à l'image traditionnelle du soldat ennemi de la Révolution mais pour établir une nouvelle représentation républicaine du soldat-citoyen exprimant non plus, comme par le passé, sa nature civile mais les prétentions au pouvoir des militaires face aux institutions civiles. « Dans une république, le citoyen, qui se dévoue à la défense de la patrie, est un soutien de l'État, un protecteur de la liberté publique »³⁸. Dans cet esprit, à l'occasion de la conclusion du traité de paix de Leoben, le général Berthier, en ayant présent à l'esprit le coup d'État qui venait de s'accom-

(37) Adresse aux départements et aux armées, 20 fructidor an V (6 septembre 1797), citée dans Gazette Nationale, ou le Moniteur Universel, 26 fructidor an V (12 septembre 1797). Réimpression en 32 vol., Paris, 1847-54, (MU), vol. 28, p. 812 sq.

(38) Cité dans Courrier de l'Armée d'Italie, 46, 28 vendémiaire an VI (19 octobre 1797), p. 197.

plir, fit clairement comprendre que les soldats se considéraient désormais comme les véritables citoyens de la République et les garants patentés de l'ordre républicain. « Le soldat disait : la constitution est sous la sauvegarde des citoyens, et nous sommes citoyens ; qui mieux que nous en remplit les devoirs »³⁹ ? Il fut réservé à Bonaparte de faire éclater le caractère fondamental, quoique le plus souvent négligé par l'opinion publique, du conflit entre les soldats, d'un côté, et la société civile et le monde politique de l'autre, quand, dans une proclamation à l'armée d'Italie au début de la nouvelle année républicaine, il constata rétrospectivement : « Soldats ! Éloignés de votre patrie, et triomphants de l'Europe on vous préparait des chaînes. Vous l'avez su, vous avez parlé »⁴⁰.

Les objectifs du militarisme et le coup d'État de Brumaire (1799)

Quand le général après la conclusion de la paix de Campoformio vint lui-même à Paris au début de décembre 1797, l'opinion publique vit en « Bonaparte, j'oserais presque [dire] le premier homme de son siècle »⁴¹. Mais en même temps, on exprima la crainte qu'il aspire à « un grand changement dans le gouvernement »⁴². À vrai dire ce n'était pas sans raison, et comme son protecteur de longue date, Barras, le mettait fermement en garde, Bonaparte se ravisa dans un premier temps et prépara son expédition en Égypte. Il n'y eut manifestement alors aucun plan élaboré en vue d'un coup d'État militaire ni d'une transformation politique au nom de l'armée. Certes, le discours militariste esquissa alors l'image d'un avenir dans lequel l'État et la société devraient être redessinés de façon claire par l'armée. « Il fallait au gouvernement le retour des armées pour assurer l'exécution rigoureuse des lois, pour arrêter le cours des assassinats, pour ne plus temporiser avec les ennemis intérieurs et tolérer leurs crimes », lisait-on dans le *Courrier de l'Armée d'Italie*.

« Il fallait au gouvernement le retour des soldats pour inspirer ces idées si grandes et salutaires, qui doivent nourrir la génération naissante, et présider à l'éducation des enfants du grand Peuple. [...] Il fallait placer à la fois des hommes nouveaux et des patriotes éprouvés, ces hommes n'étaient qu'aux armées. Il fallait rendre un principe de vie à la République, dont le tempérament politique, épuisé par les factions, lui présageait sa mort prochaine »⁴³.

(39) Cité dans MU, 12 brumaire an VI (2 novembre 1797), vol. 29, p. 56 sq.

(40) Cité dans *Courrier de l'Armée d'Italie*, 32, 4^e jour complémentaire an V (20 septembre 1797), p. 140.

(41) *Le Tribun du Peuple*, ou *l'ami des défenseurs de la patrie*, 22 frimaire an VI (12 décembre 1797).

(42) Rapport de police du 17 frimaire an VI, cité dans AULARD (dir.), *Paris pendant la réaction thermidorienne* et sous le Directoire, op. cit., vol. 4, p. 483 sq.

(43) *Courrier de l'Armée d'Italie*, 28 brumaire an VI (18 novembre 1797), n° 61, p. 260.

Cependant, de telles conceptions restaient encore vagues et sans réelle perspective de mise en œuvre. On n'élabora un programme militariste que dans les deux années suivantes, plus précisément au moment où, en 1799, la deuxième coalition menaçait à nouveau la République française d'une défaite et ébranla, une nouvelle fois, le système politique⁴⁴.

Assurément la présence de l'armée dans la société et son aspiration au pouvoir s'étaient déjà manifestées auparavant : « Celui qui voyait l'orgueil de la parade militaire, le pouvoir que les soldats exerçaient sur les citoyens, la morgue avec laquelle ils les repoussaient », constata avec étonnement un visiteur étranger à l'occasion des festivités du 14 juillet 1798, « celui-là devrait s'écrier : Non, jamais, dans les fêtes royales, on n'aperçut moins d'égard pour le peuple qu'on n'en a employé ici »⁴⁵. De même dans le discours des militaires le rejet non seulement des civils mais des autorités civiles de la République était toujours plus net. Ainsi quand, à la suite de Bonaparte, ils parlaient avec mépris des « avocats de Paris », des « grands diseurs de rien », des « pékins » qui « cachent la crainte que leur fait l'énergie des militaires ». Une telle disposition d'esprit se fit jour particulièrement dans l'armée d'Italie qui commença en 1798, après le nord, à propager la révolution également dans le centre et le sud de l'Italie. Quand, après l'occupation de Rome, on en vint non seulement à des tumultes mais à une insubordination à grande échelle contre les dirigeants politiques, les officiers qui y participèrent soutinrent que « l'Armée est souveraine et se situe au-dessus des lois, quand il s'agit de prendre des mesures importantes »⁴⁶.

La revendication d'indépendance politique des armées rencontra toujours plus de critiques. « Le militaire à son tour », avait prophétisé le journal royaliste l'Accusateur public à l'intention du Directoire à l'approche du coup d'État de Fructidor, « bientôt vous placera sous le joug »⁴⁷. Et au début de l'été 1798, quand le général Daendels eut pris le pouvoir dans la République batave avec l'appui des troupes d'occupation françaises du général Joubert, le Journal des hommes libres, un journal jacobin, se montra inquiet en pensant à la France :

(44) Voir Bernard GAINOT, 1799, un nouveau Jacobinisme ? La démocratie représentative, une alternative à brumaire, Paris, CTHS, 2001.

(45) Johann Georg HEINZMANN, Mes Matinées à Paris. Voyage d'un allemand à Paris et retour par la Suisse, Lausanne, 1800, Hignou, p. 21.

(46) Général THIEBAULT, Mémoires aus der Zeit der franz. Revolution und des Kaiserreichs, 3 Bde., Stuttgart, Lutz, 1902, vol. 1, p. 302 ; les citations précédentes : Bonaparte à Miot le 19 novembre 1797 avant son départ pour Paris ; Colonel Dupuy, lettre du 4 février 1798, citée dans Jacques GODECHOT, La vie quotidienne en France sous le Directoire, Paris, Hachette, 1977, p. 253.

(47) Extrait de Jacques GODECHOT, Les commissaires aux armées sous le Directoire. Contribution à l'étude des rapports entre les pouvoirs civils et militaires, 2 vol., Paris, Fustier, 1937, vol. 1, p. 661.

« si un soldat heureusement téméraire est proclamé aussi facilement le sauveur de son pays et le restaurateur de la liberté, le premier aura la modestie de donner les places qu'il vient de conquérir, le second, un peu plus hardi, s'y nommera lui-même, et croira faire un acte de modération en se choisissant des collègues ; mais le troisième se constituera seul »⁴⁸.

Cependant, ces propos restèrent isolés, de sorte que le caractère propre des tendances militaristes resta en général méconnu et qu'un contre-discours antimilitariste ne put se former. Les administrateurs civils français en Italie impliqués dans de nombreux conflits avec les militaires comprirent parfaitement ce qui s'accomplissait sous leurs yeux. Les généraux, ainsi que le constata le secrétaire d'ambassade Bignon, se montraient les émules de Bonaparte :

« On l'avait vu discutant des traités, rédigeant des lois, proposant des constitutions aux peuples affranchis par ses triomphes ; les divers généraux qui lui ont succédé ont été jaloux de marcher dans la même carrière. Ils ont voulu tous réunir en leur main, et le glaive du conquérant, et le caducée du diplomate, et la plume du législateur »⁴⁹.

Le journaliste Xavier Audouin pour sa part mit en garde le Directoire dans un memorandum : « Si l'influence que, j'ose le dire, vous avez laissé prendre à Bonaparte sur vous-mêmes, était saisie par quelques-uns de ses successeurs, s'ils accoutumaient à cette manie de supériorité sur le gouvernement, je vous demande si nous aurions longtemps une constitution républicaine ». Sans une vigoureuse reprise en main de la situation par le Directoire on pouvait craindre que « ses pouvoirs [soient] détruits par l'ambition des militaires qui va croissant »⁵⁰.

De tels avertissements ne restèrent pas sans effet. Le Directoire s'efforça, au tournant de 1798 et de 1799, de replacer l'armée d'Italie sous son contrôle et finalement entra en lutte ouverte « contre l'autorité militaire »⁵¹. Après que des comités civils eurent été à nouveau institués pour contrôler les généraux, les généraux d'active Brune, Joubert et Championnet furent relevés de leur commandement et ce dernier fut même mis aux arrêts et menacé d'être traduit en conseil de guerre pour avoir proclamé la république à Naples, sans y être autorisé. Mais bientôt

(48) Journal des hommes libres de tous les pays, ou Le Républicain, 3 messidor an VI (21 juin 1798).

(49) Édouard BIGNON, Du système suivi par le Directoire exécutif relativement à la Révolution cisalpine, et quelques détails sur les derniers événements qui ont eu lieu dans cette république, Paris (VII), p. 9.

(50) Mémoire du citoyen Audouin sur les dilapidations, Milan, 5 nivôse an VII (25 décembre 1798), extrait de Jacques GODECHOT, Les commissaires aux armées, op. cit., vol. 2 p. 370 sq.

(51) Jacques GODECHOT, Les commissaires aux armées, op. cit., vol. 2, p. 372.

une puissante opposition s'éleva contre cette politique. Les néo-jacobins, renforcés par les élections du printemps, collaborèrent avec les généraux, entre-temps souvent promus à des fonctions et des charges politiques, pour renverser le gouvernement et entreprendre une révolution de la politique de guerre. Le « parti des généraux » ne constituait sans doute pas une faction fermée et ce serait un raccourci d'interpréter leurs relations avec les néo-jacobins comme une pure forme de manipulation⁵². Mais il est clair que le poids politique de l'armée continua à croître, surtout quand les assemblées, à l'occasion du coup d'État de Prairial (juin 1799), purent réaliser un renouvellement de Directoire et mirent la radicalisation révolutionnaire de la guerre au centre de la politique. « On a voulu vous punir d'avoir renversé des trônes », c'est en ces termes que le nouveau ministre de la Guerre, le général Bernadotte, félicita le général Championnet, immédiatement remis en liberté et chargé d'un nouveau commandement, « vous vous vengerez sur les trônes qui menaceront encore la forme de notre gouvernement »⁵³. Et ce fut le général Jourdan, lui-même un des chefs de l'armée entré en politique, qui deux mois plus tard présenta au Conseil des Cinq-Cents la demande des néo-jacobins de déclarer « la patrie en danger » et, sur ce fondement, d'organiser une nouvelle « levée en masse »⁵⁴. Mais si le pathos de la guerre révolutionnaire victorieuse des années 1792 à 1794 semblait revivre dans ces circonstances, un rééquilibrage se dessinait nettement en faveur de l'armée, de ses orientations, de ses intérêts et de ses prétentions au pouvoir. « La force des choses pourrait transporter, dans le militaire, une puissance extraordinaire », déclara Bernadotte à l'adresse des pouvoirs civils de la République pour réclamer, à la suite, leur soumission volontaire : « Je recommande à l'armée le respect qu'elle doit au pouvoir civil, mais que le dévouement de votre conduite parle plus haut que mes conseils »⁵⁵.

Mais le pouvoir politique des généraux ne se renforça pas seulement, d'une façon ou d'une autre, sous l'empire de la force des choses ou de la guerre. La mobilisation de 1799 s'accomplit dans un contexte qui n'était plus marqué, comme en 1792 et 1793, par le soulèvement massif de révolutionnaires conscients mais par la levée en masse de militaires. Ce changement fut déjà clairement perceptible, dans le discours, en septembre 1798 quand, également à la demande du général Jourdan,

(52) Voir Jean-Paul BERTAUD, 1799, Bonaparte prend le pouvoir. La république meurt-elle assassinée ? Bruxelles, Éditions Complexe, 1987, p. 152-156.

(53) Bernadotte à Championnet, cité dans Postillon des Armées. Journal du Soir, 22-29 messidor an VII (10-17 octobre 1799).

(54) La proposition n'a pas obtenu la majorité au Conseil des Cinq-Cents le 27-28 fructidor an VII (13-14 septembre 1799). Cf BUCHEZ et ROUX, Histoire parlementaire, op. cit., 38, p. 121-146.

(55) Aux administrations centrales, cité dans MU, 4 thermidor an VII (22 juillet 1799).

le service militaire universel fut institué. Le général semblait par là, en continuité apparente avec la Révolution, appeler à la « levée en masse ». Mais en réalité il ne pensait plus à une mesure révolutionnaire provisoire mais à une innovation institutionnelle qui devait placer durablement tous les jeunes hommes sous l'autorité de l'armée. Jourdan établissait une différence : « Le jour où la Convention nationale décréta la levée en masse, fut celui où l'on dispersa les tyrans ». « Le jour où vous décréterez que la levée en masse de la jeunesse est en France une institution permanente, vous décréterez que la République est impérissable »⁵⁶. Quand en 1799 de nouvelles recrues furent levées d'après ce principe, il ne s'agissait donc plus de régiments de volontaires révolutionnaires mais d'hommes soumis au devoir militaire et à la discipline. « C'est surtout par des armées nombreuses et bien disciplinées », commenta la presse d'opinion, « que notre gouvernement deviendra respectable pour les puissances étrangères »⁵⁷.

On constate un semblable glissement de l'esprit révolutionnaire au militarisme manifeste lors de la mobilisation de 1799, dans la lutte contre les ennemis intérieurs de la République, qui, sous la forme de vagues associations de contre-révolutionnaires monarchistes, de déserteurs et de bandits, rendaient peu sûres de larges portions du territoire. Si la Législative, en 1792, avait fait venir des départements à Paris des activistes armés, les « fédérés », pour protéger la Révolution, le Conseil des Cinq-Cents décida alors de lever, comme composante de l'organisation normale de l'armée, « une armée départementale pour les troubles de l'intérieur »⁵⁸. Les forces révolutionnaires ne disposaient plus pour lutter contre les « ennemis de l'intérieur » de moyens de répression et de Terreur, utilisés, plutôt, désormais par l'armée. Les comités de surveillance et les comités de sécurité révolutionnaires, les « armées révolutionnaires » de sans-culottes et les commissaires de la Convention nommés pour surveiller les généraux en 1793 étaient maintenant remplacés, comme bras armé de la République, par des unités régulières de l'armée, placées sous le commandement de leurs généraux, qui, l'état de siège ayant été décrété sur une large part du territoire français, finirent par en dominer directement 40 % environ. Les tribunaux révolutionnaires civils de l'époque de la Terreur furent remplacés par des tribunaux militaires qui reçurent

(56) Jourdan au Conseil des Cinq Cents le 1^{er} fructidor an VI (18 août 1798), cité dans MU, 3 fructidor an VI (20 août 1798), vol. 29, p. 348 ; Philippe Catros, « "Tout Français est soldat et se doit à la défense de la patrie" (Retour sur la naissance de la conscription militaire) », AHRF, 2007, n° 348, p. 7-23.

(57) La Décade, 20 brumaire an VIII (11 novembre 1799), vol. 8/1, p. 313.

(58) Proposition de Lucien Bonaparte au Conseil des Cinq-Cents, extrait de : Journal des défenseurs de la Patrie, 19 fructidor an VI (5 septembre 1799).

des pouvoirs toujours plus étendus et prononcèrent un grand nombre de condamnations à mort immédiatement mises à exécution⁵⁹.

Le projet de militarisation de l'État et de la société put entre-temps se fonder sur des conceptions et des points de vue politiques ébauchés par certains états-majors de l'armée en 1799 sous la pression de la reprise de la guerre et de la menace de la défaite. « Nos guerres rarement interrompues prouvent aux Français qu'ils doivent être entièrement un peuple militaire », constatait dès mai 1799, dans un mémoire, le général Picault-Desdorides, de retour au service dans l'administration de l'armée. « Il ne suffit pas à cette nation de se montrer belliqueuse toutes les fois qu'elle prend les armes. Il est nécessaire qu'en aucun temps, elle ne cesse d'être prête à la guerre »⁶⁰. Dans ce but le général se référait à un plan établi en 1794 pour la formation militaire de la jeunesse dont l'objectif était de donner à tous les Français les mêmes habitudes militaires : ils « auront alors une physionomie plus égale, ils agiront de la même manière ; ainsi que leur langage, leur contenance sera la même en tout lieu »⁶¹. Dans le même sens Picault demandait maintenant que les Français fussent « presque en naissant, modelés aux formes militaires [...] ; familiarisons nos enfants avec les enseignements de la guerre ; qu'ils apprennent cet art avec leurs amusements ». Quand le capitaine Simon prôna à nouveau cette idée, en septembre 1799, devant le comité militaire du Conseil des Cinq-Cents, il l'associa, une nouvelle fois, à une critique générale, du point de vue militaire, de l'image de la société civile, ce qui justifiait les prétentions des soldats à dominer les civils : « Point d'esprit national, point de sacrifices, point de justice » ; devant cette situation le soldat était « fatigué des frippons, des insoucians, des ineptes ; il désirait des lois qui lui assurassent la garantie de sa fortune et de ses peines, en obligeant les gouvernants et les ministres à rendre compte de leur gestion » car : « Lorsqu'un peuple devient conquérant, ou change son gouvernement, il est indispensable que l'esprit militaire domine sur les autres états ; il faut que la jeunesse brûle sans cesse de faire [en] nombre des guerriers »⁶².

(59) Voir Howard G. BROWN, *Ending the French Revolution. Violence, Justice and Repression from the Terror to Napoleon*, Charlottesville et Londres, University of Virginia Press, 2006, p. 119-233. Brown analyse la « Militarization of Repression » en se référant à son concept de « security state » et considère l'armée comme un « instrument of government policy » (p. 120).

(60) Mon contingent de civisme pour la crise présente. Par le citoyen Picault-Desdorides, 19 floréal an VII (8 mai 1799). S. H. D., Série « Mémoires et reconnaissances », 1161, numéro 53.

(61) Mémoire de l'officier de santé Grenvier, juillet 1794, extrait de Jean-Paul BERTAUD, Bonaparte prend le pouvoir, op. cit., p. 158.

(62) Simon, Capitaine à la 81^e. Prisonnier de guerre rentré en France sur parole, à la Commission Militaire du Conseil des Cinq-Cents, Vérités et Idées d'un Militaire, 28 fructidor an VII (14 septembre 1799), AN, AF III, 183/837.

Dans le discours politique des civils, également, en considération de l'état critique du régime du Directoire, le recours à l'armée vint maintenant au premier plan. « Les spectateurs s'identifiaient avec les guerriers », ainsi le journal officieux du gouvernement, le Rédacteur, rendait-il compte de l'état d'esprit lors de la célébration du 14 juillet 1799⁶³. « Ce bataillon est superbe ; marche ; tenue ; fierté, il a tout », se réjouissait ce même journal deux mois plus tard, à l'occasion des festivités sur le Champ-de-Mars pour commémorer la fondation de la République, à propos d'une unité de l'armée qui défilait ; il poursuivait par un avertissement en opposant à nouveau la dégénérescence des civils à la gloire des militaires :

« Républicains ! Dans un an vous le reverrez cet autel de la Concorde ; peut-être ces jeunes gens vainqueurs reviendront-ils l'entourer ; ils lui demanderont : qu'on fait nos pères, en notre absence, pour la liberté, pour la République, pour la Constitution de l'an III ? Tremblez qu'ils ne vous accusent. Savez-vous qui vous auriez pour juges ? La gloire et les blessures de vos enfants. Évitez leur arrêt, il serait terrible »⁶⁴.

Et quand en octobre 1799 le retour d'Égypte du héros de guerre Bonaparte fut connu à Paris, toutes les attentes de l'opinion publique se focalisèrent sur cet « événement qui peut influencer sur nos destinées »⁶⁵.

À l'automne 1799 la ruine du régime du Directoire sembla aussi évidente que la nécessité de fonder tout espoir de réforme sur le soutien de l'armée. Mais maintenant la question de savoir quel général serait sollicité à cette fin n'était pas seule obsolète. Avec l'arrivée de Bonaparte, il devint vite clair que, sous son commandement, l'armée ne serait plus l'instrument des hommes politiques civils ni ne se contenterait de coopérer avec eux mais s'efforcerait de prendre elle-même le pouvoir. La nature militariste de l'objectif de Bonaparte apparaissait sur trois plans. D'abord, son coup d'État se fonderait sur la solidarité des généraux et des soldats présents à Paris, que Bonaparte pourrait rassembler presque tous derrière lui et dont la participation au coup d'État ferait de son entrée en scène la manifestation de la prise d'indépendance des militaires et de la prise de conscience de leur puissance. Les généraux Augereau et Jourdan, étroitement liés aux néo-jacobins, exprimèrent eux-mêmes à Bonaparte leur neutralité bienveillante et se rangèrent finalement à son côté. Seul Bernadotte se déroba à l'engagement, laissa sa position ouverte et explora d'autres

(63) Le Rédacteur. Bulletin politique, 11 thermidor an VII (29 juillet 1799).

(64) Le Rédacteur, 4 vendémiaire an VIII (26 septembre 1799).

(65) *Messenger des relations extérieures*, 2 vendémiaire an VIII (18 octobre 1799), extrait de François-Alphonse AULARD, Paris pendant la réaction thermidorienne et sous le Directoire, op. cit., vol. 5, p. 777.

possibilités. La stratégie d'opposition à la prise de pouvoir par Bonaparte qu'il proposa aux dirigeants des néo-jacobins, visait d'ailleurs si manifestement à instaurer sa propre dictature militaire qu'il n'en reçut aucun soutien⁶⁶.

En second lieu ce fut la force des baïonnettes qui conduisit finalement Bonaparte au succès quand le 19 Brumaire son entreprise fut menacée par l'opposition des néo-jacobins au Conseil des Cinq-Cents. Le général ne put disposer d'eux avec succès que parce qu'il sut tirer parti des thèmes centraux d'un discours militariste qui, depuis longtemps déjà, avait formulé l'opposition entre les soldats d'une part et la société civile et le monde politique, de l'autre, avait transféré leur loyauté de la Révolution à leurs héros dans la guerre et promu l'idée d'une domination de l'armée sous sa conduite.

« Soldats, je vous ai menés à la victoire ; puis-je compter sur vous ? – (Oui ! Oui ! Vive le général ! Qu'ordonnez-vous ?) [...] Depuis assez longtemps la patrie est tourmentée, pillée, saccagée ! Depuis assez longtemps ses défenseurs sont avilis, immolés !... (Vive Bonaparte !) On dévore leurs subsistances ! On les livre sans défense au fer de l'ennemi ! [...] Trois fois, vous le savez, j'ai sacrifié mes jours pour ma patrie ; mais le fer ennemi les a respectés ; je viens de franchir les mers sans craindre de les exposer une quatrième fois à de nouveaux dangers ; et ces dangers, je les trouve au sein d'un sénat d'assassin ! »

Par ces mots Bonaparte chercha à soumettre ses soldats à ses ordres afin d'épurer le Conseil des Cinq-Cents et ils se rangèrent, comme espéré, derrière leur chef d'armée :

« Vive Bonaparte ! Ils ont voulu assassiner notre général ! [...] Il est temps de foutre dehors ces orateurs [...] avec leur bavardage ils nous laissent depuis six mois sans solde et sans souliers ! Nous n'avons pas besoin de tant de gouvernants ! – Ah ! Si Bonaparte était le maître, tout cela irait mieux ; nous serions plus heureux »⁶⁷.

En troisième lieu, enfin, dans l'opinion politique civile elle-même, des voix se firent entendre de plus en plus nettement pour laisser les militaires, sous la conduite de Bonaparte, résoudre les problèmes extérieurs et intérieurs de la République. Le schéma d'interprétation, connu dès le début des guerres de la Révolution, de la guerre sur deux fronts, selon lequel on devrait d'abord vaincre l'ennemi de l'intérieur avant de gagner

(66) Voir Albert VANDAL, *L'avènement de Bonaparte*, op. cit., p. 342 sq ; en général, Thierry LENTZ, *Le 18 Brumaire. Les coups d'état de Napoléon Bonaparte (novembre-décembre 1799)*, Paris, Picollec, 1997.

(67) Extrait de BUCHEZ et ROUX, *Histoire parlementaire*, op. cit., vol. 38, p. 219 sq.

la guerre sur le front extérieur, reçut ici une application militaire décisive. « Sa gloire, son existence, ses grandes capacités nationales nous sont nécessaires dans l'intérieur », lisait-on le 18 brumaire sur une affiche placardée par des partisans de Bonaparte. « Braves soldats de la République, c'est de Paris que les savantes combinaisons de Bonaparte peuvent le plus sûrement vous conduire à la victoire, s'il faut encore vaincre ; citoyens, c'est à Paris que Bonaparte doit être pour vous donner la paix »⁶⁸. Le polémiste Le Prévôt de Beaumont, rendu célèbre par sa détention à la Bastille sous l'Ancien Régime pour des raisons politiques, mit en évidence à quel point étaient bâtis sur du sable les plans des conjurés civils, réunis autour de Sieyès, visant à se servir du général et de ses troupes comme de simples instruments pour un coup d'État de nature civile. Dans un libelle il donna la parole à la dictature militaire :

« Il y a nécessité de gouvernement militaire durant le temps d'hostilité pour accélérer la paix. Tout contribue à prendre cette mesure de sûreté et de salut public qu'on ne doit l'attendre jamais ni des Conseils, ni du Directoire, ni des Ministres en place, encore moins de la Constitution régnante »⁶⁹.

L'espoir des partisans civils de Bonaparte de voir sa domination prendre fin avec la guerre était lui-même illusoire. La dynamique de la prise du pouvoir, de nature militariste, par le général Bonaparte, continua au contraire à produire ses effets. Avec la consolidation à l'intérieur, la militarisation de l'Europe devait se poursuivre.

Wolfgang Kruse

FernUniversität in Hagen
Historisches Institut, TGZ
D- 58084 Hagen

wolfgang.kruse@fernuni-hagen.de

Pour la traduction je tiens à remercier infiniment M. Romain Thomas (AMN Université Lumière Lyon 2).

(68) Extrait de Jean-Paul BERTAUD, *Bonaparte prend le pouvoir*, op. cit., p. 35.

(69) Le Prévôt de Beaumont, *Aspect de la France*, extrait de Albert MEYNIER, *Les coups d'état du Directoire*, Bd. 3 : Le dix-huit brumaire an VIII (9 novembre 1799) et la fin de la République, S. 86.